

CAHIER  
DE CAMPAGNE  
N°8

**UNE ÉCOLE  
DE TOUS LES  
SAVOIRS**

*Nous président!*

# ÉDITO

## DE FRANÇOIS RUFFIN



« *Moisissure.* » C'est le mot qui revenait le plus lors de l'AG des lycéens à Amiens. Que leurs classes ne soient pas « *un frigo en hiver, un four en été* ». Des demandes très basiques sur le bâti. À Eu (76), devant le lycée professionnel et général, nous avons pratiqué un micro ouvert. Des choses plus personnelles s'y sont dites : un élève, Sacha, qui était « *en plein décrochage scolaire, plusieurs fois j'ai demandé de l'aide, on ne m'a rien fourni* ». Une autre, à l'inverse, en grand malaise, à la maison, à l'école, qui s'en est « *sortie grâce à l'infirmière de l'établissement, je la remercie* ».

Ce que j'ai entendu, moi, c'est le besoin d'être entendu, d'être reconnu comme un individu, le besoin humain d'avoir de l'humain en face de l'humain. Et au contraire, le sentiment de ne pas compter, de n'être qu'un numéro, dont les « *36 par classe* » et l'algorithme Parcoursup sont les symptômes.

Bien sûr, il y a les moyens : les enseignants, et autour d'eux des équipes éducatives, conseillers d'éducation, psys, assistantes sociales, accompagnantes d'enfants en situation de handicap, etc. Mais il y a aussi les fins. Quel but poursuivons-nous ? Quel objectif assigner à l'Éducation nationale ? Nous voulons une école de la confiance. Là où, trop souvent, l'école mine cette confiance. Il faut saisir cela : la parole publique, dans les médias, à l'Assemblée, dans les entreprises, cette parole est monopolisée par des personnes qui ont réussi à l'école, qui ont un rapport heureux à l'école, et qui ne comprennent pas que, massivement, l'école soit source de heurts et de malheurs, d'ennui et de frustrations.

Avec ce point noir, selon nous : le collège. Qui est fait pour un élève « normal », destiné à former au lycée général, alors même qu'ils

ne seront que 40% à suivre ce chemin. Plus de la moitié, donc, qui se sentiront comme des rebuts, ayant échoué. C'est le moment des « décrocheurs ». Les décrocheurs identifiés, qu'on ne voit plus, qui ne viennent plus. Mais pire encore peut-être, les décrocheurs de l'intérieur, là sans y être, absents à eux-mêmes, ou qui n'existent que par le bazar qu'ils mettront. C'est le moment des « désorientés », de ceux qui, à 14 ou 15 ans, en fin de troisième, ne savent pas quoi faire, et se retrouvent dans des filières moins choisies que subies.

Le collège doit être bousculé. Avec une égalité entre les savoirs. Marx, déjà, refusait la séparation entre travail manuel et travail intellectuel, réclamait que les deux soient liés, articulés. Et c'était la grande idée du plan Langevin-Wallon, à la Libération. Il est grand temps de faire entrer les savoirs pratiques à l'école. Qu'en plus des maths, de la littérature, de l'histoire, on apprenne aux élèves à cuisiner, jardiner, réparer. Pour recoudre, résorber cette fracture entre le manuel et l'intellectuel, entre les filières professionnelles et les filières générales. Que l'on reconnaisse enfin cette évidence : l'intelligence des mains.

Enfin, le collège, c'est le temps de l'orientation. Pas seulement à la fin, comme un couperet, mais tout du long, avec des discussions en amont, avec des conseillers, d'humain à humain. En Finlande, c'est 70 heures en tête à tête, pour chaque élève, qu'il trouve des stages où ça lui plaît, qu'il mette un pied, plusieurs journées, dans son futur lycée. Et qu'ensuite, en seconde, chaque élève puisse toucher à tout, changer de filière s'il en a envie, tester la plomberie, l'électricité, la boulangerie, l'informatique, avec un droit à l'erreur, avec des passerelles, pour qu'il puisse se trouver.

Les mesures ébauchées ici ne relèvent pas d'un coût, mais d'un investissement. Voilà l'horizon pour notre école : assurer, quelle que soit la filière choisie, quel que soit le métier visé, quelle que soit l'origine sociale et économique, que chacun, chacune, puisse trouver sa place dans la société, se rendre et se sentir utile. En un mot, assurer le maximum de bonheur pour lui, pour elle, et pour les autres.

**nos**

# **CONSTATS**

**L'ÉCOLE PUBLIQUE  
EN CRISE EXISTENTIELLE.**

Dans quel état est aujourd'hui notre école publique ? Pour s'en faire une idée, il suffit de donner la parole à quelques-uns de ses acteurs, qu'ils soient élèves, enseignants ou administrateurs :

*« Avec toutes ces absences, on passe souvent plus de temps en permanence qu'en classe. Plus de la moitié de la classe ne fait plus ses devoirs, on est tous démotivés et en même temps hyperstressés pour la 3<sup>e</sup>. »*

**Gabin**, 14 ans, en classe de 4<sup>e</sup> au collège Aliénor d'Aquitaine de Bordeaux, dont 20% des heures de cours n'ont pas été assurées cette année.

Source : 20 Minutes, « Dans ce collège de Bordeaux, les élèves ont raté... 1700 heures de cours cette année », avril 2026.

*« Une fois titularisée, j'ai été affectée en ULIS. Je me suis retrouvée avec 14 élèves, du CP au CM2, avec des handicaps très lourds et très différents, sans formation spécifique. Je ne savais même pas que je pouvais être affectée en ULIS en début de carrière d'enseignante sans avoir passé un concours dédié.*

*J'ai eu une demi-journée pour m'expliquer le fonctionnement, mais rien sur la gestion concrète des élèves. Et comme j'étais la seule classe ULIS de l'école, mes collègues ne pouvaient pas vraiment m'aider : ils n'avaient jamais travaillé dans ce dispositif. J'ai dû me former seule, en lisant, en regardant sur internet des vidéos sur ce qui se faisait dans les autres classes d'ULIS, en cherchant des ressources. Même l'AESH pouvait être mobilisée ailleurs dans l'école, ce qui fait que je me retrouvais parfois seule avec les élèves. »*

**Chloé**, professeure des écoles.

Source : L'Autonome de Solidarité Laïque, « La première rentrée d'une jeune enseignante : entretien », septembre 2026.

*« J'ai effectivement pu échanger avec d'autres collègues ou responsables du rectorat, et le sentiment de marche forcée et de précipitation prédominait. L'essentiel des échanges portait sur la logistique, l'organisationnel, les emplois du temps. Ou comment, par de la précipitation politique, créer de l'inconfort chez les personnels et les contraindre à gérer la logistique dans l'urgence.*

*[...] Les enseignants ont exprimé des ressentis de lassitude, d'incompréhension, de manque de reconnaissance, puis de colère. Ces sentiments s'expliquent d'abord par le passage sans évaluation des groupes de soutien-approfondissement en 2023-2024 aux groupes de besoin en 2024-2025. La rapidité de demande de mise en place a aussi agacé les professeurs. »*

**Jean-François Durand**, principal dans un collège public, au sujet de la réforme du « choc des savoirs » de 2024.

Source : *Cahiers pédagogiques*, « Jean-François Durand : "J'ai proposé aux professeurs l'arrêt des groupes de besoin" », avril 2025.

On voudrait se rassurer, se dire que ces témoignages sont des cas extrêmes, des anecdotes. Mais non. Quiconque a des proches dans l'éducation nationale a entendu des histoires de ce type, et des millions de parents et d'enfants sont affectés au quotidien par les dysfonctionnements de l'école. Les statistiques parlent d'elles-mêmes :

● **Le métier d'enseignant est déclassé et n'attire plus.** À la rentrée 2024, 3 200 postes sont restés non pourvus aux concours. Près de 5 000 postes étaient vacants et la Cour des comptes évalue à 9% la perte d'heures d'enseignement due au non-remplacement. Les salaires sont nettement inférieurs à la moyenne de l'OCDE, un enseignant sur deux déclare ne pas se sentir capable de tenir jusqu'à la retraite, et moins d'un sur deux se dit satisfait de son métier — c'était 70% il y a 10 ans.

● **Le niveau scolaire recule.** À une même dictée de CM2, le nombre moyen de fautes est passé de 10,7 en 1987 à 19,4 en 2021. En mathématiques, la perte de niveau cumulée depuis 2000 atteint l'équivalent d'une année scolaire. D'après le classement PISA, les élèves français de 15 ans se placent à la 19<sup>e</sup> place en sciences, 23<sup>e</sup> en mathématiques et 24<sup>e</sup> en compréhension de l'écrit sur les 38 pays de l'OCDE (pays dits « développés »).

● **Le déterminisme social s'impose tout au long du parcours.** PISA mesure un écart de 100 points (sur 458 de moyenne) en France entre élèves favorisés et défavorisés, contre 83 sur l'ensemble de l'OCDE. Dès l'entrée en CP, la maîtrise du langage est déjà expliquée à 30% par l'origine sociale. Neuf enfants de cadres sur dix accèdent à la seconde générale et technologique, contre un enfant d'ouvrier sur deux. Dans le supérieur, 65% des enfants de cadres ressortent diplômés, contre 31% des enfants d'ouvriers ou d'employés.

● **L'inclusion sans moyens fait souffrir les personnels et les élèves.** Le nombre d'élèves en situation de handicap scolarisés en milieu ordinaire a augmenté de 80% depuis 2010, pour un ratio intenable d'une AESH pour 2,5 élèves. Ces AESH, souvent à temps partiel, touchent 1130 € bruts pour un 2/3 temps, reçoivent seulement 60 heures de formation initiale, et sont rémunérés uniquement pour leurs heures de présence en cours. Dans le même temps, des enseignants sont affectés à des classes à besoins spécifiques quelques semaines avant la rentrée, sans aucune formation ni concertation.

## COMMENT EN EST-ON ARRIVÉS LÀ ?

Bien sûr, ces problèmes sont complexes, au carrefour de changements sociétaux, de bouleversements technologiques et de choix politiques. Mais nous identifions deux causes majeures à la dégringolade de notre école autrefois enviée :

**/ / Nos gouvernements récents se moquent de l'école publique.** La première rupture a eu lieu sous Sarkozy, avec 60 000 postes d'enseignants supprimés en 5 ans, et un assouplissement de la carte scolaire pour permettre aux familles aisées d'éviter la mixité sociale — on coule le navire et on donne des radeaux aux nantis.

Mais la tendance s'est poursuivie sous Macron, avec encore des milliers de postes supprimés dans le second degré malgré la hausse du nombre d'élèves, et une succession de réformes inégalitaires :

- Introduction de Parcoursup, qui permet aux établissements du supérieur de trier les élèves en toute opacité, y compris sur la base de leur lycée d'origine.
- Diminution du nombre d'heures d'enseignement général au lycée professionnel.
- Groupes de niveau au collège, qui divisent les élèves entre « bons » et « mauvais ».

Nos ministres de l'éducation successifs défendent cette ligne au nom de « l'excellence ». Amélie Oudéa-Castéra s'est même vantée d'avoir scolarisé ses enfants dans un établissement privé de luxe (le collège Stanislas à Paris), disant avoir fait le choix de « l'exigence ». Le message est clair : nos dirigeants défendent un système à deux vitesses, et se préoccupent peu de l'école publique tant que leurs enfants peuvent s'épanouir dans celle de l'entre-soi. Ils se permettent de la malmenier pour leur seul bénéfice politique, multipliant les effets d'annonce et les mesures contre-productives (retour du redoublement, groupes de niveau, « une IA par élève »...), épuisant les personnels avec des réformes incessantes, mal conçues et adoptées à marche forcée.

On en arrive à ce fait grotesque : malgré les messages d'alarme, le budget de l'Éducation nationale a baissé depuis les années 2000 en proportion du revenu national (-0,5% de PIB). Le niveau chute et les profs craquent, mais nos ministres regardent ailleurs.

**2 / L'école n'a jamais réformé ses biais élitistes.** Elle a toujours eu une double fonction : l'une, mise en avant, celle d'instruire tous les enfants, leur permettre de trouver leur place dans le monde et la société. L'autre, passée sous silence, celle de les évaluer, les trier, les orienter vers leurs futurs métiers. Or, encore aujourd'hui, le tri prend le pas sur l'apprentissage.

Les programmes longs et abstraits conviennent aux enfants des familles aisées, car leurs parents peuvent leur donner le bagage culturel et les aides nécessaires à les assimiler. Mais ils laissent sur le carreau les enfants des classes populaires, auxquels ils n'apprennent jamais à lier intelligence concrète et savoirs abstraits. En 2024, 40% des collégiens s'ennuyaient en cours et 50% ne voyaient pas l'utilité de ce qu'on leur enseignait : ne peut-on pas faire mieux ? À cela s'ajoute la notation omniprésente, qui facilite la

sélection et encourage les meilleurs, mais détruit la motivation et la confiance en eux des élèves en difficulté. 60% des collégiens sont angoissés par les notes, et les enseignants ne semblent pas assez réceptifs à cette souffrance : par rapport à la moyenne de l'OCDE, les élèves français ont moins confiance en leurs capacités, se disent moins félicités quand ils réussissent et moins encouragés quand ils ont du mal. En 2021-22, 27% des collégiens déclaraient que les professeurs ne les encouragent plutôt pas ou pas du tout, et un quart d'entre eux ne pensaient pas pouvoir se sortir de ses difficultés.

**Les conséquences de ce double élitisme, ce sont des trajectoires avortées**, des gamins intelligents qu'on envoie dans des voies de garage sans leur demander leur avis — la moitié des lycéens en bac pro n'ont pas choisi leur orientation, et la moitié encore changent de voie après quelques années. C'est aussi des millions de personnes blessées dans leur estime d'elles-mêmes. Une blessure personnelle mais répandue, populaire, de classe. Une blessure qui à l'âge adulte alimente la défiance envers les « élites intellectuelles », et le vote d'extrême droite, comme l'a montré le sociologue Félicien Faury. La même logique dévalorise aussi les métiers techniques et manuels, ceux où l'on envoie les perdants du jeu scolaire, au moment même où l'on en a le plus besoin pour réussir la réindustrialisation et la transition écologique.



notre

**PROJET**

**FACE À L'INTÉGRITÉ  
ÉGALITÉ DES  
LA REVALC  
DE TOUS LES**

**TROUVABLE  
S CHANCES,  
ORISATION  
S PARCOURS**

notre

# PROJET

**FACE À L'INTROUVABLE  
ÉGALITÉ DES CHANCES,  
LA REVALORISATION  
DE TOUS LES PARCOURS.**

**Tout le monde dans notre pays s'accorde sur un point : notre école publique va mal et il faut la réparer.**

Une partie des remèdes fait même consensus : mieux rémunérer les enseignants, mieux les former, bannir les smartphones des salles de classe, etc. **Mais nous voulons poser une question plus profonde : réparer l'école, oui, mais pour qui ?** Quand elle était au pouvoir il y a 10 ans, la gauche — François Hollande et sa ministre de l'éducation Najat Vallaud-Belkacem — se donnait pour objectif des volumes de diplômes : 60% d'une classe d'âge avec un diplôme de l'enseignement supérieur, dont 50% au niveau licence et 25% au niveau master. C'est très beau, mais que fait-on des 40% restants ? Ont-ils accès à des formations professionnelles de qualité, qu'ils choisissent librement et en connaissance de cause ? Plus tard dans leur vie, peuvent-ils poursuivre des études dans des conditions adaptées ?

Aujourd'hui, une grande partie de ces jeunes sont poussés vers des filières de services — vente, gestion administrative, hôtellerie-restauration — qui ne leur correspondent pas, simplement parce que ces études coûtent moins cher qu'un parcours en industrie ou en artisanat. Le système s'en débarrasse et leur dit, en creux, qu'ils ont échoué. **À la fiction de l'égalité des chances brandie par les politiques de tous bords, avec ses gagnants « méritants » et ses perdants qui doivent**

**accepter le sort prévu pour eux, nous devons opposer un autre idéal : le respect quelle que soit la filière choisie et le métier exercé.** Un respect pas seulement symbolique mais concret, par les salaires, les horaires, les carrières. C'est le cœur de nos propositions sur les travailleurs essentiels, présentées dans un autre cahier de campagne : pour tous les travailleurs et travailleuses de première ligne, des salaires plus élevés, des conditions de travail encadrées, de nouveaux droits au logement, à la formation, à la retraite anticipée.

Ce respect, c'est dès l'école qu'il doit commencer. **Nous devons faire des filières professionnelles des options désirables, pas des choix par défaut.** Cela veut dire renforcer leurs enseignements, faciliter la poursuite d'études à leur sortie, modifier l'offre pour favoriser les secteurs d'avenir et donner plus de choix aux élèves. Cela signifie également muscler les programmes d'orientation pour que les jeunes puissent construire un projet professionnel qui leur convient. Mais la bataille se joue avant même la sortie du collège : pour que l'école reconnaisse enfin toutes les compétences, concrètes comme théoriques, **nous voulons réintroduire les apprentissages pratiques — réparer, jardiner, cuisiner, etc. — au collège.** C'est comme cela que les jeunes pourront découvrir ces activités et envisager des parcours en lien avec elles. C'est comme cela que nous combattons le mépris des tâches manuelles et relationnelles, et la survalorisation des tâches intellectuelles.

Cette idée d'une éducation polytechnique pour tous, nous ne l'avons pas inventée. Après la Libération, le plan Langevin-Wallon défendait déjà l'intégration des savoirs pratiques dans l'enseignement secondaire afin de réduire les inégalités entre classes sociales. En Europe du Nord et notamment en Finlande, les élèves partagent une filière unique jusqu'à 16 ans, qui intègre fortement les arts et les travaux manuels techniques (bois, métal, textile). Cet enseignement est conçu comme un pilier de l'intelligence globale. Ces pays arrivent régulièrement en tête des évaluations scolaires internationales, en termes d'efficacité comme d'égalité : coïncidence, ou intuition profonde ?

# I

## UNE ÉCOLE DE L'ÉPANOUISSEMENT ET DU COLLECTIF.

Aujourd'hui, nous l'avons évoqué, **de nombreux écoliers vivent douloureusement leur scolarité**. Un gros tiers d'entre eux s'ennuient en cours, doutent de leurs capacités, ne se sentent pas soutenus, sont angoissés par les notes. Beaucoup finissent par « décrocher de l'intérieur » : ils restent dans le système, mais au fond d'eux ils ont renoncé, persuadés qu'ils n'ont pas leur place et pas les mêmes chances que les autres.

Comment faire pour garder ces enfants à bord du navire ? Certains défendent de maintenir la ligne actuelle : les mêmes programmes, les mêmes abstractions, les mêmes évaluations. Ils nomment ce statu quo « exigence », et tant pis s'il ne correspond pas aux besoins des jeunes et aux recommandations des pédagogues. Mais d'autres pays ont fait des choix opposés et obtiennent de bien meilleurs résultats que nous : la Finlande, l'Estonie ou encore le Japon font la part belle aux apprentissages pratiques, à la coopération entre élèves, aux évaluations alternatives (auto-évaluation, évaluation entre pairs, notes sur 5) et ils arrivent régulièrement en tête des classements scolaires internationaux. Pour nous, ce n'est pas une surprise. **Le bien-être n'est pas le luxe d'une école performante : il en est le moteur**. La joie de la découverte et la confiance en soi sont le terreau de l'intelligence, pour les élèves en difficulté comme pour les plus à l'aise.

Notre objectif est de faire de l'école un lieu d'épanouissement, où chaque enfant puisse progresser à son rythme, prendre confiance en développant des compétences variées. Cela implique de tout repenser — les matières, les programmes, la pédagogie, l'évaluation — particulièrement au collège, aujourd'hui bien trop académique, et qui fait décrocher de nombreux jeunes.

**La réintroduction des apprentissages pratiques discutée ci-dessus sera un moteur de cette transformation**, car elle offrira de nouvelles voies d'épanouissement aux élèves : une jeune ne se retrouvant pas dans les matières abstraites pourra exceller en mécanique, et ne pas attendre le lycée pour se sentir capable et construire une vocation. Ces apprentissages permettront aussi de rendre concrètes des notions abordées en mathématiques, en SVT, en physique-chimie... ce qui n'épargne pas de réimaginer ces matières pour mieux leur faire associer théorie et pratique. Le secteur périscolaire, aujourd'hui à la croisée des chemins, doit lui aussi être développé pour offrir de nouveaux horizons aux enfants et leur faire explorer tous leurs talents.

Une école épanouie, c'est enfin **une école qui prend au sérieux les relations humaines, qui enseigne aux jeunes la coopération, l'entraide, le débat, plutôt que la seule réussite individuelle**. Là encore, de nombreux pays ont prouvé l'efficacité des pédagogies fondées sur la collaboration : tutorat et notation par les pairs, apprentissage de l'argumentation... Mais il faut aller plus loin : cette dimension de vivre-ensemble est inséparable de la question de la mixité sociale. Celle-ci a reculé à l'école au cours des dernières décennies, entre assouplissement de la carte scolaire et exode des plus aisés vers le privé. Comment peut-on faire société si les classes sociales ne se croisent jamais, même pendant l'enfance ? Si les parents favorisés voient les enfants populaires comme des boulets et croient, sans rien savoir d'eux, qu'ils tireraient leurs enfants vers le bas si on les laissait se fréquenter ? Des expériences menées récemment dans notre pays montrent au contraire que la mixité scolaire ne réduit le succès de personne, mais augmente le bien-être de tous les jeunes, et améliore même l'accès des élèves défavorisés aux études supérieures. **Notre objectif, c'est de faire se côtoyer les élèves de tous les horizons : toutes les classes sociales, toutes les filières, théoriques comme pratiques**, même lorsque cela implique des transformations majeures comme la fusion des différentes voies du lycée. C'est que l'école dessine dès le plus jeune âge un projet de société, dans lequel nous sommes tous dans le même bateau et collaborons à la réussite de tous.

## **AVANT TOUT, RÉPARER ET REGAGNER LA CONFIANCE.**

Les projets qui précèdent — éliminer les biais élitistes de l'école, la mettre au service de tous les enfants plutôt qu'au service des classes supérieures — sont ambitieux. Un tel chambardement ne peut pas s'envisager en l'état actuel de l'Éducation nationale, avec des personnels épuisés et en colère, des moyens indignes et des familles sur la défensive. Réformer l'école aujourd'hui demande d'abord de **reconstruire une triple confiance : de la société envers l'institution scolaire, de l'institution scolaire envers les enseignants et des élèves envers eux-mêmes**. Le premier point nécessite de rehausser le niveau scolaire, de réaffirmer la capacité de l'école publique face au privé, de remédier à ses carences — enseignants non remplacés, inclusion promise mais non assurée, élèves mal orientés et mal accompagnés. Le deuxième implique une revalorisation des métiers de l'enseignement dans toutes leurs dimensions : rémunération, décharge administrative, meilleure formation initiale et continue, possibilité de mener un réel travail pédagogique. Le dernier demande de repenser l'expérience concrète des enfants scolarisés, des temps scolaires aux systèmes d'évaluation, en passant par le contenu des enseignements.

Bien sûr, tout cela demande des moyens. Nous avons ici une opportunité historique : l'évolution démographique devrait conduire à une baisse de 15% du nombre d'élèves d'ici 10 ans. **Notre promesse, c'est de ne pas réduire le budget de l'école d'un centime malgré cette baisse**, mais au contraire de l'augmenter au moins jusqu'à son niveau des années 2000. Il faut le rappeler encore et toujours : l'éducation n'est pas un coût mais un investissement rentable, même dans les pays riches, même aujourd'hui. Mais l'argent ne fait pas tout, il y a aussi une question de méthode. Depuis 10 ans, la gouvernance de l'Éducation nationale a été confisquée par les cabinets ministériels et la haute administration,

contournant le Conseil supérieur des programmes, multipliant les réformes adoptées à la hâte et réduisant les personnels éducatifs à des exécutants. Il en a résulté l'épuisement et la colère des enseignants, l'impossibilité d'évaluer les réformes, ou même de les adapter aux réalités du terrain. Pour redresser l'école, nous adopterons une autre approche : celle de l'écoute, de l'intelligence collective des personnels éducatifs, des familles et des élèves. Dans ce but, **nous élaborerons une nouvelle gouvernance de l'Éducation nationale**, incluant des représentants des acteurs de terrain, et visant à éviter les errements de la dernière décennie. Et **nous convoquerons des États généraux de l'Éducation** dès 2027, dont le travail définira à horizon de 5-10 ans les objectifs à atteindre et les moyens d'y parvenir.

Dans ce cadre, les propositions qui suivent sont uniquement ce que leur nom indique : des propositions, des bases de réflexion pour ce travail colossal qui s'annonce. Pour les écrire, nous avons bien sûr travaillé avec la communauté éducative, sur la base des réflexions de nombreux agents de terrain et chercheurs. Mais seules l'expérimentation et la concertation pourront en faire des succès.

Par souci de brièveté, ce cahier laisse de côté de nombreux sujets, qui seront traités dans notre programme complet : numérique, smartphones et IA à l'école, régulation des réseaux sociaux, lutte contre le harcèlement et les violences sexistes et sexuelles, éducation des mineurs de l'Aide sociale à l'enfance (ASE)...



**nos**

# **PROPOSITIONS**

**CONSTRUIRE L'ÉCOLE  
DE LA TÊTE ET DE LA MAIN.**

# **UN CHANGEMENT DE MÉTHODE : UNE ÉCOLE CONSTRUITE PAR SES USAGERS, POUR LE TEMPS LONG.**

Nous débordons d'idées pour transformer l'école. Mais contrairement aux gouvernements précédents, nous savons que face à la réalité du terrain, ces idées se révéleront incomplètes, parfois trop ambitieuses, parfois carrément mauvaises. **L'école de demain, elle doit être co-construite avec les premiers intéressés, personnels, parents et élèves.** Et elle doit se faire pas à pas, par des mesures soupesées, expérimentées, espacées. C'est ce cadre qu'il faut commencer par mettre en place, et qui conditionne tout le reste.

## *Proposition 1*

### **CRÉER UNE GOUVERNANCE COLLÉGIALE ET PÉRENNE.**

**1 / Nous créerons dès 2027 un Conseil de pilotage éducatif**, qui jouera un rôle majeur dans l'élaboration des politiques éducatives et leur évaluation, et sera composé à parts égales de : praticiens du terrain (enseignants, personnel médico-social, chefs d'établissement et CPE) élus par leurs pairs ou tirés au sort par bassin académique, acteurs de la communauté éducative (représentants de parents d'élèves, associations, élus locaux), chercheurs (sciences de l'éducation, sociologie, économie...) et administrateurs de l'éducation.

## **2 / Nous imposerons des règles que toutes les réformes du quinquennat devront respecter :**

- Expérimenter les évolutions ambitieuses à petite échelle avant leur généralisation.
- Attendre au moins deux ans après la promulgation d'une réforme pour la déployer à grande échelle.
- Donner au Conseil de pilotage éducatif un droit d'initier des projets de loi, et retravailler systématiquement les projets sur lesquels il émet un avis négatif.

### *Proposition 2*

## **CO-CONSTRUIRE UN PLAN DE RÉFORME AMBITIEUX ET DE LONG TERME.**

**Nous organiserons des États généraux de l'Éducation**, chargés de recueillir et synthétiser les demandes de la communauté éducative et de la société civile. Le Conseil de pilotage contribuera à en préciser les participants, le format et les attendus, et il en dépouillera les résultats. Le programme Éducation de Debout !, basé sur les programmes consensuels NUPES-NFP, servira de base de réflexion à ce travail. La production de ces États généraux permettra de dresser un plan d'action pour le quinquennat, et des objectifs et orientations de long terme (10 ans et plus).

## **UNE ÉCOLE DE TOUS** **LES SAVOIRS,** **QUI VALORISE TOUS** **LES PARCOURS.**

Comme nous l'avons expliqué, nous voulons mettre fin à la discrimination opérée par l'école entre les compétences théoriques, valorisées, et les compétences pratiques, qu'on réserve aux élèves en échec scolaire. D'une part, parce que ce clivage imprègne ensuite l'imaginaire collectif, au point de devenir une fracture identitaire majeure. D'autre part, parce que l'on a besoin de développer ces compétences pratiques aujourd'hui, aussi bien pour transformer notre économie (réindustrialisation, travaillisme écologique) que pour nos vies personnelles : pratiquer au quotidien la sobriété, la réparation, l'autonomie. Enfin, parce que les apprentissages pratiques ont une haute valeur pédagogique : ils motivent les élèves, leur apprennent la persévérance et la résolution de problèmes, permettent à leur intelligence concrète de s'exprimer, ce qui gratifie les élèves plus à l'aise avec le travail matériel qu'avec la manipulation d'abstractions.

Cette revalorisation passe par plusieurs chantiers. Pour commencer, **nous voulons généraliser les apprentissages pratiques pour tous les collégiens**, pour qu'ils fassent partie du bagage de tous les élèves. Ensuite, au lycée, il s'agit d'améliorer la voie professionnelle, pour que ces filières correspondent mieux aux attentes des jeunes, qu'elles les forment mieux et qu'elles leur donnent de meilleurs débouchés. Enfin, il faut rapprocher les filières générale et professionnelle, faciliter le passage de l'une à l'autre même dans le supérieur, jusqu'à envisager à terme leur fusion dans un lycée unique. Aujourd'hui, la séparation stricte des filières (générale, technologique,

professionnelle) ne répond à aucune logique pédagogique : elle sert de soupape de sûreté à un collège unique mal conçu. Plutôt que d'assurer la maîtrise des savoirs pour tous, le système utilise la voie professionnelle pour se débarrasser des élèves en difficulté et maintenir une école de classes : il y a 2,5 fois plus d'enfants de cadres que d'enfants d'ouvriers en lycée général, tandis que les derniers sont six fois plus nombreux que les premiers en CAP.

### *Proposition 1*

## **RENOUER AVEC LES SAVOIRS PRATIQUES POUR ATTEINDRE LA DOUBLE EXCELLENCE, THÉORIQUE ET TECHNIQUE.**

**1 / Réparer, jardiner, cuisiner : créer au collège un enseignement disciplinaire des « Savoirs Techniques et Pratiques »**, articulé autour de l'artisanat (menuiserie, mécanique, jardinage) et des savoirs ménagers (cuisine, couture, entretien). Sans rogner sur les fondamentaux, il répond à une triple nécessité : sociale (valoriser le capital technique des classes populaires, déconstruire les stéréotypes de genre), économique (réhabiliter l'intelligence de la main dont manquent l'industrie et l'artisanat) et environnementale (former à la sobriété : réparer, cultiver, cuisiner).

**2 / Allier plus systématiquement théorie et pratique dans les programmes et les recommandations pédagogiques**, notamment au collège. Tout ou presque reste à imaginer :

- Intégrer le programme d'Éducation à la Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle aux cours de SVT.
- Introduire davantage de manipulations dans les matières scientifiques.
- Reconstruire l'enseignement d'Éducation civique et morale autour d'exercices de vote, de débat, de délibération, sur des sujets de société.

- Enseigner l'usage critique de l'IA par des recherches documentaires en histoire-géographie...

L'enjeu est de répondre aux interrogations et aux besoins sociaux des adolescents, à l'âge où ils se forgent un rapport à l'autre et à la société.

Bien sûr, réintroduire des enseignements pratiques à l'école sera un certain casse-tête logistique : il faudra acheter du matériel, trouver des intervenants, libérer des heures de temps scolaire, etc. C'est là que la méthode collégiale et la décentralisation que nous prônons prennent tout leur sens. Le déploiement de cette mesure se fera progressivement et en fonction des ressources locales : à court terme, les cours pratiques pourront être délivrés sur de petits volumes horaires par des intervenants extérieurs qualifiés (artisans, associations) et encadrés par les enseignants. À plus long terme, un corps d'enseignants spécialisé pourra être créé pour institutionnaliser cette matière, avec l'horizon d'atteindre deux demi-journées par semaine si l'expérimentation est un succès.

## *Proposition 2*

### **RENFORCER LA VOIE PROFESSIONNELLE ET SES DÉBOUCHÉS.**

**1 / Repasser la durée d'un CAP en formation initiale à 3 ans** (2 aujourd'hui), et celle d'un Bac professionnel à 4 ans (3 aujourd'hui). L'année supplémentaire contiendra un semestre de formation générale et un semestre de formation en milieu professionnel, avec un double avantage pour les élèves : une meilleure employabilité immédiate et un meilleur niveau scolaire, leur ouvrant plus de portes par la suite.

**2 / Améliorer l'encadrement éducatif dans les lycées professionnels.** 18% des enseignants en lycée pro sont actuellement des contractuels (moins bien formés que les enseignants fonctionnaires), contre 5% pour le lycée général : l'éducation des lycéens professionnels est clairement considérée comme moins prioritaire. Nous éliminerons cette injustice, et renforcerons l'accompagnement médico-social nécessaire à des jeunes dont beaucoup rencontrent des difficultés personnelles ou familiales : infirmiers, psychologues, assistants sociaux, etc.

**3 / Créer des jumelages entre lycées professionnels.** De nombreux étudiants de la voie professionnelle sont issus de milieux défavorisés, ont été scolarisés dans un périmètre restreint et peinent à se projeter au-delà. Une immersion dans un lycée d'une autre région, hébergement et accompagnement compris, leur permettrait d'ouvrir leur horizon, d'élargir leur réseau et leur connaissance du monde du travail, mais aussi de prendre confiance en eux et en leur autonomie.

**4 / Faciliter la poursuite d'études en STS pour les lycéens professionnels.** Aujourd'hui, les  $\frac{3}{4}$  des élèves en lycée pro souhaitent poursuivre leurs études par un BTS, mais seuls 40% y sont admis faute de place. Par ailleurs, les programmes des STS sont pensés dans la continuité de ceux du lycée technologique, pas de ceux du lycée professionnel, d'où un taux d'échec inacceptable : seuls 45% des bacheliers pro décrochent leur BTS en 2 ou 3 ans. Il faut donc ouvrir de nouvelles places en STS, adapter leurs programmes pour qu'ils conviennent aux élèves issus des deux voies du lycée — tâche facilitée par le passage du bac pro à 4 ans — et créer des stages de remise à niveau en terminale pro, préparant à l'entrée dans le supérieur.

**5 / Créer à titre expérimental un Bachelor professionnel,** équivalent du BUT destiné aux étudiants issus du lycée professionnel.

**6 / Remanier l'offre de spécialisations en lycée professionnel.** La moitié des lycéens professionnels n'ont pas choisi leur orientation, et quelques années après leur diplôme, la moitié des bacheliers pro occupent un emploi sans lien avec leur formation. L'offre actuelle de spécialités en lycée pro semble davantage déterminée par les besoins de l'institution — matériels et enseignants disponibles, formations à bas coût — que par ceux des élèves. Pour inverser cette logique, nous devons :

- Réaliser une enquête sur les filières plébiscitées par les jeunes eux-mêmes.
- Mettre ses résultats en adéquation avec les secteurs jugés prioritaires (métiers du soin et du lien, de l'industrie, de la transition écologique).
- Redessiner la carte des formations en fonction, en prenant soin de renforcer l'offre disponible dans les territoires ruraux, aujourd'hui très mal lotis.

Rallonger d'un an la durée du CAP en formation initiale et du lycée professionnel peut sembler coûteux, voire risqué : les étudiants concernés y trouveront-ils vraiment un gain ? Économiquement, n'ont-ils pas intérêt à travailler plus tôt ? Ces recommandations émanent pourtant de Daniel Bloch, haut fonctionnaire qui a contribué à façonner l'enseignement professionnel en France depuis 40 ans, notamment en proposant la création du bac professionnel en 1985. Ces durées de 4 et 3 ans pour le bac pro et le CAP étaient celles en vigueur jusqu'à une réforme en 2009 sous Sarkozy — une réforme demandée ni par l'institution scolaire ni par le monde économique, qui avait pour seul but de réduire les effectifs de fonctionnaires. Aujourd'hui, les jeunes en sortie de bac pro et de CAP ont un faible taux d'emploi et un faible taux de poursuite d'études. Améliorer leur niveau scolaire et leur expérience professionnelle, tout en planifiant leur passage vers les filières du supérieur, c'est améliorer leurs perspectives sous tous les rapports. Pour Daniel Bloch, c'est l'achèvement d'une architecture scolaire imaginée depuis des décennies, qui s'est heurtée à bien trop de retours en arrière sous nos gouvernements conservateurs successifs.

### Proposition 3

## LUTTER CONTRE L'ORIENTATION SUBIE, OUVRIR LES TRAJECTOIRES DES ADOLESCENTS.

*« Mon orientation, ce n'est pas moi qui l'ai choisie. C'est la directrice qui m'a dit : "Prends ça, c'est bien." Voilà comment je me suis retrouvé dans la climatisation, dans les systèmes thermiques. La conseillère d'orientation, jamais je ne l'ai vue de ma vie, ni en troisième ni après. Même là, j'aimerais passer un bac pro, je m'intéresse à l'événementiel, mais je ne sais pas à quelle porte taper. Et je ne suis pas le seul dans ce cas-là, j'ai plein de collègues pareils. Comment vous pourriez changer ça ? »*

**Majid**, lycéen en région parisienne.

Malgré de maigres progrès ces dix dernières années, l'orientation reste une lacune monstrueuse de l'Éducation nationale. La plupart d'entre nous se souviennent d'avoir été livrés à eux-mêmes au moment d'un choix de filière ou d'études supérieures : pas une seule heure en classe pour présenter les options, pas une rencontre avec un conseiller. Cette situation s'est heureusement améliorée dans la dernière décennie, mais la situation est loin d'être satisfaisante, comme l'a souligné en 2025 le Défenseur des droits dans son rapport « Le droit à l'orientation dans l'enseignement secondaire : un droit à déployer pour tous les jeunes » :

*« Pourtant inscrit dans le code de l'éducation, le droit à l'orientation n'est toujours pas une réalité dans le parcours scolaire des jeunes. La politique publique de l'orientation scolaire pâtit d'une organisation peu lisible à chaque échelon de sa mise en œuvre et d'un système scolaire qui place insuffisamment l'intérêt supérieur*

*de l'enfant au cœur de ses préoccupations. [...] En conséquence, de trop nombreux jeunes subissent leur orientation, en particulier lorsqu'ils font face à des fragilités particulières : les jeunes en situation de vulnérabilité économique, les jeunes en situation de handicap, les jeunes accompagnés par l'ASE ou les mineurs non accompagnés. À ces difficultés s'ajoutent des inégalités structurelles qui se conjuguent et peuvent générer des phénomènes de discriminations systémiques. »*

Tout est dit. Notre objectif est d'enfin combler ce manque, afin que chaque jeune puisse s'épanouir dans une filière qui lui plaît, et que les publics discriminés — les filles, les enfants de familles pauvres, les enfants d'immigrés — cessent de s'autocensurer, ajoutant une couche d'injustice et d'inégalité à toutes les précédentes. Mais orienter les jeunes ne suffit pas si le système reste une machine à trier irréversible. Si on ne veut pas figer le destin des Français dès leurs 15 ans, il faut transformer le lycée et l'enseignement supérieur, pour que chacun puisse continuer à se former et prouver sa compétence à n'importe quel âge.

**1 / Renforcer l'orientation scolaire**, en appliquant les nombreuses recommandations du rapport 2025 du Défenseur des droits sur l'orientation scolaire : clarification des responsabilités, formation des enseignants.

**2 / Donner les moyens aux jeunes de suivre leur spécialisation de cœur** : même quand les collégiens trouvent un projet qui leur plaît, beaucoup doivent y renoncer pour des raisons géographiques, familiales, etc. Nous travaillerons à éliminer ces obstacles : en créant des places en internat, en finançant le permis de conduire ou l'abonnement de transport des jeunes de la voie professionnelle, en remaniant la carte des formations comme proposé plus haut...

**3 / Faciliter les réorientations dans le lycée professionnel et l'enseignement supérieur.** Au lycée et lors de l'orientation en fin de collège, il faut mieux faire connaître aux élèves l'existence des passerelles inter-voies et les déstigmatiser (elles sont aujourd'hui intitulées « droit à l'erreur »), ainsi que celle des « stages passerelle » permettant de préparer ces réorientations. Dans le supérieur, nous généraliserons les dispositifs de réorientation intra et inter-filières (semestres rebond, passerelles vers BUT ou écoles) et créerons un **droit universel au « retour aux études »** : comme pour tous les travailleurs essentiels du pays, tout actif n'ayant jamais été diplômé du supérieur pourra bénéficier, une fois dans sa carrière, d'un congé rémunéré pour suivre une formation diplômante adaptée à ses contraintes.

**4 / Engager le chantier du Lycée unique de culture commune.** Même en présence de passerelles, les différences d'enseignement entre les voies générale et pro rendent très difficile d'en changer au bout de quelques années, par exemple de rejoindre un BUT pour un lycéen professionnel. Si l'on veut que les jeunes puissent agir sur leur parcours à tout âge, il est nécessaire à long terme de rapprocher ces filières :

- Les faire coexister dans les mêmes lycées.
- Avoir des cours communs pour les matières générales, quitte à les décliner en options d'approfondissement, comme dans la filière générale actuelle.
- Permettre à tous d'essayer les matières professionnelles en classe de seconde...

Nous lancerons une réflexion sur cet objectif, en visant une application à horizon de 10 ans ou plus.

Cette dernière mesure peut paraître très (trop) ambitieuse, tant elle chamboule le système actuel. Elle implique d'avoir réduit les écarts de niveau en amont, achevé l'intégration des savoirs pratiques au collège pour préparer au lycée de double culture (théorique et technique), de s'être donné les moyens d'aider les adolescents en difficulté scolaire : infirmières, psys, assistantes sociales, etc. Bref,

d'avoir achevé le projet du collège unique, aujourd'hui attaqué par la droite et l'extrême droite, à l'heure où le collège reste l'homme malade de notre système éducatif. Nous pensons malgré cela qu'à long terme, ce chantier n'est pas un coût mais un investissement. Le coût, ce serait de poursuivre le gâchis, avec des ados mal orientés, et derrière des adultes désorientés, avec leur cortège de soucis économiques mais aussi sociaux : des hommes, des femmes mal dans la société, mal dans leur peau, qui dès le lycée ne se sont pas sentis respectés. Cette distinction entre ceux qui ont fait des études supérieures et ceux qui ont été rejetés par l'école, c'est peut-être la principale fracture de notre société aujourd'hui, et il est plus qu'urgent de la réduire.

### **Proposition 4**

## **REEMPLACER PARCOURSUP PAR UN SYSTÈME PLUS HUMAIN.**

*« Après le bac j'ai cherché à bosser vu que j'ai pas eu d'école. J'ai subi Parcoursup tout simplement. Le système Parcoursup il m'a tué. Il ne m'a rien proposé du tout. Zéro. C'est pas moi qui ai arrêté l'école, c'est eux qui m'ont arrêté. Les deux années qui ont suivi mon bac, j'ai postulé encore dans des écoles, personne m'a pris. J'avais quand même un bon bulletin avec 12 de moyenne, surtout en math j'étais bon en math. Maintenant je cherche une stabilité mais elle n'est pas accessible en intérim, on a des missions de 3 jours. On veut s'en sortir. »*

**Mohammed**, technicien fibre optique à Grigny.

Nous finalisons ce cahier au moment même des manifestations lycéennes d'octobre 2026. À l'heure où nous écrivons ces lignes, les revendications des lycéens continuent à s'exprimer et à décanter. Le Gouvernement a aussi annoncé des transformations de la

plateforme. Dans ce contexte mouvant, une seule certitude : le système Parcoursup est défaillant et malmène les élèves. Il permet aux établissements de l'enseignement supérieur de les trier en toute opacité, selon des critères injustes comme le lycée d'origine. Il génère de l'anxiété chez des lycéens livrés à eux-mêmes pour naviguer dans ces zones d'ombre, qui savent bien que les enfants des classes supérieures, ceux qui « ont les codes », leur passeront devant. Il sert aussi de soupape technique pour gérer la pénurie, les gouvernements précédents n'ayant pas anticipé la massification de l'enseignement supérieur : très peu de places de formation ont été ouvertes dans le public ces dernières années, alors que les étudiants affluent à ses portes, d'où les centaines de milliers de jeunes se trouvant chaque année sans proposition en phase principale.

Nos propositions, qui seront sûrement amenées à évoluer, cherchent à répondre à ces nombreux défauts : il faut remplacer Parcoursup par un système plus juste, plus transparent, et qui traite les jeunes comme des humains, en prenant le temps de les écouter et de les guider.

**1 / Réaliser une grande enquête sur l'orientation post-bac :** comment les lycéens font leurs choix, sur quels critères, comment ils sont accompagnés, comment ils jugent leur parcours quelques années plus tard. Ces informations manquent cruellement aujourd'hui pour analyser les défaillances du système.

**2 / Modifier le système de sélection et classement des élèves par les établissements.** Ceux-ci devront tous publier dans le détail leur méthodologie de sélection, algorithmes compris. Une enquête nationale sera réalisée sur ces méthodologies, et les éventuelles mauvaises pratiques révélées seront interdites.

**3 / Supprimer la mention du lycée d'origine dans le dossier des candidats.** Lancer une réflexion sur l'harmonisation du contrôle continu au niveau national, pour que la sélection puisse se faire sur des bases justes.

**4 / Mettre en place un réel accompagnement des lycéens à l'orientation et à l'utilisation du système** : droit opposable à des heures d'accompagnement par un conseiller d'orientation, etc.

**5 / Créer des places de formation dans le supérieur** en recoupant trois critères : préférences des étudiants, débouchés professionnels et besoins sociétaux (transition écologique, etc.).

**6 / Remplacer l'algorithme d'appariement pour donner la priorité au classement des vœux des élèves.** Non seulement cela mettrait fin à l'attente interminable des résultats, mais cela éviterait l'autocensure : aucun élève ne devrait se résigner à accepter son 10<sup>e</sup> vœu début juin car il craint de ne pas obtenir mieux.

**7 / Créer des commissions d'appel dans les établissements** : un élève refusé par une formation alors que son dossier est proche des critères requis peut demander un entretien en personne avec cette commission, pour faire évaluer sa candidature par des humains.

**8 / Généraliser la publication des informations sur les parcours** (poursuite d'études, insertion professionnelle) en sortie de formation pour tous les établissements.



## **UNE ÉCOLE DE L'ÉPANOUISSEMENT **QUI ASSURE LA RÉUSSITE DE TOUS.****

La droite et l'extrême droite souhaitent accentuer la ségrégation scolaire en triant les élèves par niveau au plus tôt (groupes de niveau, fin du collège unique, brevet couperet) plutôt que de faire progresser les élèves en difficulté. Ce choix politique est inacceptable, et il est évitable : avec plus de moyens, l'école est parfaitement capable de se réformer pour fournir à tous des apprentissages de qualité.

Plus de moyens, on l'a dit, c'est d'abord plus d'argent : en augmentant le budget de l'Éducation nationale à nombre d'élèves décroissant, on peut réduire la taille des classes, assurer les remplacements, donner un statut décent aux AESH, ATSEM et autres assistants d'éducation. Mais aussi offrir un tutorat intensif et ponctuel aux élèves quand ils se trouvent en difficulté, ou encore renforcer largement le secteur périscolaire, pour que tous les enfants, et pas seulement les plus aisés, puissent profiter d'activités de qualité à la sortie de l'école. Ces moyens, ils doivent aussi être mieux répartis entre le public et le privé. Aujourd'hui, les enseignants et le fonctionnement matériel des écoles privées sous contrat sont financés par nos impôts autant que ceux du public, sans aucune contrepartie en termes d'objectifs sociaux : les établissements privés peuvent trier les élèves à l'entrée selon leur bon vouloir, en fonction des résultats scolaires notamment, et on voit régulièrement des cas de discrimination sur critères ethniques ou sociaux. Cela ne peut pas être accepté : le privé doit atteindre des objectifs de mixité sociale, et perdre son financement public s'il s'y refuse.

Mais plus de moyens, c'est aussi réaffirmer la capacité de l'école à orienter les pratiques d'enseignement. Il y a eu une forme de renoncement sur ce point, au nom de la liberté pédagogique : promouvoir une méthode plutôt qu'une autre passait pour suspect, dirigiste. Résultat, seulement 30% de la formation initiale des enseignants est consacrée à la pédagogie, et cette lacune n'est jamais rattrapée par la formation continue. Les enseignants déclarent eux-mêmes être démunis sur ce sujet et insatisfaits de leur formation. Des outils éprouvés par la recherche et l'expérience internationale restent dans l'ombre, et des pratiques délétères continuent à prospérer. Quel sens a la liberté pédagogique si les enseignants ne connaissent même pas les options sur la table ? Ainsi, nous voulons remanier et renforcer la formation des enseignants et de tout le personnel éducatif, afin de leur donner les moyens d'exercer leur métier le mieux possible.

### *Proposition 1*

## **AMÉLIORER LA FORMATION INITIALE ET CONTINUE DES ENSEIGNANTS, EN PARTICULIER SUR LES MÉTHODES PÉDAGOGIQUES.**

### **1 / Mener un audit national des besoins des enseignants**

en début de carrière pour identifier les difficultés réelles du terrain, et réorienter les maquettes universitaires vers les compétences professionnelles nécessaires à la prise de poste.

**2 / Viser un minimum de 50% du temps de formation** dédié aux connaissances et compétences pédagogiques au sein de toutes les formations aux métiers de l'éducation, notamment en supprimant la rédaction du mémoire traditionnel.

**3 / Augmenter de façon significative le temps minimal de formation initiale** des autres métiers d'éducateurs tels que AED, AESH, ATSEM, animateurs, quel que soit leur statut (titulaire, contractuel ou vacataire).

**4 / Remanier et développer la formation continue obligatoire** sur tous les niveaux et pour tous les professionnels de l'éducation. Les formats actuels — courts, descendants et éparpillés, représentant moins de 3 jours par an en moyenne — suscitent le rejet et s'avèrent inefficaces. Nous les ferons évoluer vers des formations concentrées, structurées, basées sur la littérature scientifique et dispensées par les pairs, qui affichent un résultat bien supérieur. Nous développerons aussi les groupes d'analyse de pratiques, où les enseignants améliorent collectivement leurs méthodes en réfléchissant sur des situations vécues.

### *Proposition 2*

## **INSTAURER LE DROIT À L'ERREUR, FAIRE DE L'ÉVALUATION UN OUTIL D'APPRENTISSAGE.**

**1 / Réduire progressivement la part des notes sur 20** au profit de méthodes d'évaluation alternatives, en particulier en primaire et au collège : évaluation par compétences, par les pairs, auto-évaluation, etc. Cette transformation est déjà en cours depuis une dizaine d'années, car présente dans les référentiels et les recommandations pédagogiques, mais très inégalement appliquée, et menacée par certaines réformes récentes comme le contrôle continu au collège. Nous souhaitons l'accélérer via une formation massive des enseignants, un suivi de son déploiement et un affinement des méthodes au fur et à mesure.

**2 / Développer le tutorat par les pairs**, l'un des leviers les plus efficaces et les moins coûteux pour améliorer les performances scolaires, déployé dans la plupart des systèmes éducatifs les plus performants (Japon, Finlande, Singapour, Canada). C'est aussi un projet de société : apprendre l'entraide plutôt que la compétition par les notes. Les enquêtes sur ces pratiques montrent d'ailleurs qu'elles favorisent l'estime de soi des élèves et leurs compétences sociales.

**3 / Mettre la sécurité émotionnelle des élèves au rang des priorités** face aux 26% d'adolescents qui disent avoir peur d'aller en classe. L'ensemble des personnels sera formé à la régulation émotionnelle et à la détection précoce des détresses psychologiques. Nous assurerons la présence effective d'au moins un infirmier et un psychologue scolaire par établissement du second degré et par bassin du premier degré, et d'un RASED au complet dans chaque circonscription.

En matière d'évaluation, l'important n'est pas tant l'instrument exact que la démarche, qui vise à donner des retours précis, réguliers et constructifs à l'élève. L'enseignant définit son processus d'évaluation en amont de la séquence pédagogique, le découpe en étapes intermédiaires et finale, précise les points à assimiler. Il annonce dès le départ aux élèves comment ils seront évalués et sur quelles compétences. Les résultats des évaluations intermédiaires ne sont pas forcément tous conservés, l'élève peut les refaire jusqu'à les réussir. Le but est d'atteindre le niveau attendu, pas d'avoir une bonne note. L'évaluation finale, dite de « performance », peut être gardée pour le bulletin : l'enseignant prépare les élèves à celle-ci comme un coach prépare des sportifs à une épreuve, en accompagnateur et non pas en arbitre.

Beaucoup de parents sont réticents à l'idée de réduire la place des notes. Ils les surveillent de près pour s'assurer que leur enfant réussit, et pensent que cela le motive à travailler. Pourtant, l'approche que nous décrivons est plus efficace, car elle concentre l'élève sur le fait d'apprendre et de progresser en continu, plutôt que d'obtenir une bonne note en bachotant de temps en temps avant un contrôle, ce qui favorise sa régularité et sa mémorisation. Elle évite de le décourager, améliore sa persévérance et sa confiance en ses capacités. C'est ce que la recherche en sciences de l'éducation et l'exemple des pays pionniers (pays scandinaves, Estonie) prouvent depuis des années déjà. Et même pour les parents le bilan est positif : ils peuvent savoir sur quoi leur enfant a besoin de progresser, le motiver en cas de trou d'air, le tout au prix de moins de stress et de conflits dans la famille.

### Proposition 3

## MIEUX ARTICULER LES TEMPS DE VIE DE L'ENFANT ET REFONDER LA CONTINUITÉ PÉRISCOLAIRE.

Aujourd'hui, 71% des enfants de familles modestes ne sont inscrits dans aucun club sportif ou culturel, contre 38% des enfants favorisés. Nous combattons cette injustice : les activités périscolaires contribuent au développement intellectuel et physique de l'enfant, mais surtout elles l'ouvrent sur des loisirs et des passions qui l'accompagneront toute sa vie. Le périscolaire, c'est aussi une nécessité pour adapter l'école à la réalité cognitive des enfants : on sait bien désormais qu'un collégien ou un élève de primaire ne peut pas rester attentif pendant 7 heures de cours magistral quotidiens. Il faut donc pouvoir articuler au fil d'une journée les cours théoriques, les enseignements pratiques et les activités culturelles et sportives, en rendant celles-ci quasi gratuites (selon le revenu des parents) et en garantissant qu'elles soient assurées.

**1 / Réaligner les rythmes scolaires sur la biologie de l'enfant**, en application des conclusions de la Convention citoyenne du CESE : entre 20% et 30% des enfants souffrent d'un déficit chronique de sommeil, et la plupart peinent à rester attentifs tout au long des cours. Les apprentissages théoriques fondamentaux seront placés le matin, l'après-midi étant consacré aux apprentissages actifs, aux temps périscolaires et au dispositif « Devoirs faits ».

**2 / Accompagner les collectivités rurales** dans la mise en place de cette réforme, pour compenser la plus grande difficulté pour elles à proposer des activités périscolaires (manque d'équipements et d'animateurs) : financer par exemple la qualification (BAFA, etc) des acteurs associatifs locaux. Le champ des activités sera ouvert à davantage de possibilités : artisanat, jardinage, découverte de la nature...

**3 / Professionnaliser les métiers de l'animation** et stabiliser les équipes. Les contrats périscolaires stables pourront atteindre 33 heures par semaine, intégrant les temps de préparation rémunérés et des réunions d'équipe hebdomadaires. Le taux d'encadrement sera abaissé à 1 animateur pour 10 enfants (contre 1 pour 14 aujourd'hui). L'encadrement des animateurs par les équipes pédagogiques sera renforcé, permettant d'améliorer la qualité des activités et de prévenir les violences sexuelles.

**4 / Déployer des Projets Éducatifs Territoriaux (PEDT)** renforcés, faisant de l'école un lieu de ressources et un pivot civique, y compris le soir et le week-end. L'extension des budgets des Cités éducatives financera des stages de soutien gratuits pendant les vacances et des ateliers artistiques structurés.

#### *Proposition 4*

### **FAVORISER LA MIXITÉ SOCIALE ET ÉVITER LE SÉPARATISME SCOLAIRE.**

La composition sociale des établissements scolaires est aujourd'hui très inégale, nourrissant des phénomènes d'évitement et de ségrégation. Pourtant, la mixité profite à tous : elle ne pénalise pas les élèves favorisés, mais transforme le parcours des plus défavorisés en matière de climat scolaire, de bien-être et d'accès aux études supérieures.

C'est ce que démontrent 10 ans d'expérimentations locales, comme le plan mixité de Haute-Garonne ou les secteurs multi-collèges de Paris et de Rennes. Il est grand temps de passer de l'expérience à l'application globale, et d'y inclure le secteur privé, qui renforce aujourd'hui le séparatisme scolaire grâce à de l'argent public et sans aucune contrainte.

**1 / Adosser à chaque révision de carte scolaire un diagnostic mixité obligatoire.** Ce diagnostic, dont la méthodologie sera définie au niveau national, deviendra une étape systématique précédant toute décision des services de l'État sur la sectorisation. Il permettra d'identifier les leviers les plus puissants et les moins coûteux contre la ségrégation scolaire : refonte de la carte des options, création de secteurs multi-collèges, réplication de l'expérimentation Affelnet seconde, etc.

**2 / Fixer par la loi un objectif national d'augmentation de la mixité scolaire,** basé sur les indices de position sociale (IPS) des établissements. Cet objectif donnera lieu à des plans pluriannuels négociés territoire par territoire : chaque collectivité définira avec le recteur un calendrier adapté à ses contraintes, assorti d'un dialogue de gestion permettant de mesurer les progrès réalisés et d'obtenir un accompagnement de l'État (renforcement des transports scolaires, des bâtiments, etc).

**3 / Moduler les dotations publiques aux établissements privés en fonction de la mixité sociale :** tout établissement sous contrat dont le taux d'élèves favorisés ou celui d'élèves boursiers s'écarte de la moyenne du territoire verra ses subventions réduites en proportion. L'octroi des fonds sera conditionné à une transparence totale sur les admissions, permettant de détecter des discriminations ethniques ou sociales.

**4 / Supprimer les niches fiscales de l'entre-soi,** à commencer par les réductions d'impôt pour les cours particuliers privés, qui bénéficient quasi exclusivement aux ménages les plus aisés.

## **UNE ÉCOLE DE LA RECONNAISSANCE QUI DONNE ENVIE D'ENSEIGNER.**

Il est illusoire de vouloir maintenir un enseignement public de qualité avec des rémunérations indignes, des enseignants qui croulent sous les tâches annexes et une communauté éducative fragilisée. L'amélioration des conditions de travail et du statut des équipes éducatives est le prérequis à toute amélioration de l'école.

Nous avons une opportunité unique pour améliorer le financement de l'école publique : l'évolution démographique devrait conduire à une baisse de 15% du nombre d'élèves d'ici 10 ans. Le Gouvernement actuel met déjà en place des observatoires en zones rurales pour « anticiper » ce changement. Les premiers retours, notamment en Loire-Atlantique, montrent que ce qui est discuté est en réalité de fermer des écoles entières.

Nous affirmons au contraire que **pas un euro ne doit être supprimé du budget de l'Éducation nationale**, pas une école fermée sans concertation avec les parents et les élus locaux, et que les personnels libérés par la diminution du nombre d'élèves seront plus que nécessaires pour assurer remplacements, tutorat, formation continue...

## Proposition 1

# CRÉER UN CHOC D'ATTRACTIVITÉ PAR LA REVALORISATION SANS CONTREPARTIE ET UN RECRUTEMENT D'AMPLEUR.

**1 / Mettre en place un grand plan de revalorisation des salaires.** La rémunération des enseignants français est inférieure de 20% en début de carrière et jusqu'à 30% en milieu de parcours par rapport aux pays comparables. Elle est aussi inférieure de 26% à la rémunération moyenne des emplois de cadres à diplôme équivalent. La revalorisation portera sur une hausse pérenne de la grille indiciaire, hors de toute logique de pacte ou de contreparties, en ciblant en priorité le milieu de carrière.

**2 / Augmenter significativement le nombre de postes ouverts aux concours** pour rebâtir un vivier de titulaires, avec des bourses d'études incitatives dès la licence dans les disciplines en tension et une valorisation des secondes carrières (révision des modalités de certification pour les profils non étudiants).

**3 / Garantir un bouclier logistique pour les néotitulaires :** partenariat entre rectorats, préfectures et collectivités pour réserver un contingent de logements conventionnés en zone tendue, adossé à des aides directes à l'installation.

**4 / Restaurer le prestige social du métier** par une communication institutionnelle d'envergure. Si l'État sait le faire pour l'armée et la police, pourquoi pas pour les professeurs ?

## Proposition 2

# AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES ENSEIGNANTS ET DE LA COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE.

**1 / Retirer les tâches administratives qui rognent le temps d'enseignement** : tableaux de contrôle des 108 heures, demandes bureaucratiques d'autorisation d'absence, enquêtes de rentrée redondantes, saisies chronophages dans des outils comme ONDE. Les informations RH seront transmises directement aux agents sans transiter par la direction d'école, et des personnels administratifs seront recrutés dans les écoles.

**2 / Libérer du temps pour la coopération pédagogique** entre enseignants, en inscrivant dans le temps de service, avec remplacement systématique, des espaces de concertation d'équipe et des cycles d'observation croisée entre pairs (lesson studies), soutenus par des médiateurs et des chercheurs.

**3 / Clarifier les relations avec les collectivités**, par des temps de concertation obligatoires en début d'année entre équipes éducatives et représentants des mairies, départements et régions. En définissant clairement les rôles de chacun (travaux, équipements, transports), on passe de l'échange de mails à un véritable dialogue territorial.

### Proposition 3

## **GARANTIR LE DROIT À LA SANTÉ POUR REFONDER UNE ÉCOLE INCLUSIVE ET PROTECTRICE.**

### **1 / Créer un statut d'AESH intégré à la fonction publique.**

Nous mettrons fin à la précarité contractuelle et aux temps incomplets imposés — temps partiel moyen de 62% pour à peine 1100 euros par mois. Les 24 heures hebdomadaires d'accompagnement direct seront reconnues comme le cœur d'un temps plein complet. Les heures complémentaires (jusqu'à 35 heures) seront formalisées et rémunérées pour intégrer les équipes de suivi de scolarisation et les temps de concertation.

**2 / Créer une continuité entre le secteur scolaire et le secteur médico-social.** Aujourd'hui, certains enfants se voient refuser des places dans des structures médico-sociales en raison de leur saturation, et sont renvoyés vers l'école générale à plein temps, occasionnant souffrance pour eux et difficultés pour les enseignants. Il faut offrir mieux à ces enfants et leurs familles : un accueil plus souple et hybride entre ces deux types de structures, ce qui est seulement possible si les deux disposent de moyens suffisants.

**3 / Installer une véritable médecine du travail** et des services unifiés de santé scolaire, en regroupant médecins, infirmiers, assistants sociaux et psychologues au sein d'une structure unique par rectorat. Ce service garantira des visites médicales annuelles pour les enseignants et les élèves, mettra en place des cellules d'écoute et organisera un suivi de terrain, afin qu'aucun signalement d'enseignant en danger ne reste sans réponse.



# MOT DE LA FIN

## DE SOPHIE TAILLÉ-POLIAN



*Responsable du programme  
et porte-parole de François Ruffin*

« *Pour une école de la confiance* » : c'est sous ce titre que l'ancien ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer a fait voter sa loi en 2019. Force est de constater que ce slogan macroniste est dénué de toute forme de réalité. Qu'ont-ils fait de concret pour l'école ? La situation actuelle, c'est celle d'une école des déterminismes sociaux, de l'échec scolaire. Une école du tri social, une école où les personnels souffrent, une école incapable d'inclure. En favorisant le délitement de l'école publique par la baisse successive des moyens alloués, ils ont organisé la fuite des familles, et plus uniquement des élites, vers le privé.

À rebours de ce que recommandent les pédagogues et de l'état de la recherche en sciences de l'éducation, ils ont fait de l'école le règne de la notation permanente, des groupes de niveau, du tri social. Au-delà des enjeux de moyens, nous devons sortir de cette école de la compétition pour valoriser le collectif et la coopération, et placer au cœur du système l'épanouissement et la confiance en soi de chaque élève.

Il nous faudra d'abord réparer l'école. Cela passe par la reconsidération et la revalorisation de celles et ceux qui y travaillent :

les enseignantes et enseignants et l'ensemble des personnels qui concourent à l'éducation et au bien-être des élèves. Les enseignants seront enfin payés à la hauteur de leur mission, les accompagnantes d'élèves en situation de handicap auront enfin un statut de fonctionnaires. La baisse démographique ne doit pas servir de prétexte pour fermer des écoles et supprimer des postes.

Notre projet, c'est l'égale dignité des savoirs et des filières : transformer la voie professionnelle et renforcer ses débouchés, réintroduire les savoirs pratiques au collège, faire enfin du droit à l'orientation une réalité, multiplier les passerelles entre filières et vers le supérieur.

Rien de tout cela ne pourra se faire dans la précipitation et la valse des réformes que nous connaissons. Il nous faut prendre le temps de la concertation, de l'évaluation et de la co-construction sur le terrain. L'école de la confiance ne se décrète pas, elle se construit : confiance des familles envers l'école publique, confiance de l'institution envers ses personnels, confiance en soi de chaque élève. C'est cette école de la confiance-là que, Nous Président, nous voulons bâtir.

# REMERCIEMENTS

**CE CAHIER A ÉTÉ RÉALISÉ SOUS LA DIRECTION  
DE SOPHIE TAILLÉ-POLIAN, DÉPUTÉE DU VAL-DE-MARNE,  
RESPONSABLE DU PROGRAMME ET PORTE-PAROLE  
DE FRANÇOIS RUFFIN.**

**Merci à toutes celles et ceux qui ont  
permis à ce cahier de campagne de voir le jour :**

Zélie Geneix,  
*Coordinatrice de l'expertise.*

Vincent Burnand,  
*Coordinateur des cahiers de campagne.*

Olivier et Cyril,  
*Co-capitaines du groupe de travail Éducation.*

*Aux intellectuels, chercheurs et chercheuses,  
pour leurs éclairages.*

*Les experts du groupe Éducation,  
et plus particulièrement à Etty, Quentin, Camille et Louis.*

Aude, Kévin et Camille, *pour leurs regards avisés.*

Dimitri Bourrié, *pour la mise en page de ce cahier.*

Lucie Arondel, *pour les dessins.*



# UNE ÉCOLE DE TOUS LES SAVOIRS

Vous tenez entre vos mains l'un des cahiers de campagne Debout ! Chacun de ces fascicules est dédié à une mesure phare, argumentée et chiffrée.

Après 25 ans passés à arpenter le terrain, à recueillir les parcours de vie et à porter votre voix, François Ruffin a décidé de mener la bataille pour une vie plus juste, plus digne, plus heureuse.

Ce cahier est garanti sans IA et avec plein d'intelligence collective. Celle des vrais gens, des experts, des intellectuels, des syndicalistes, des artistes, des associations... et de tous les bénévoles qui phosphorent depuis des mois pour qu'il puisse voir le jour.

Parce que c'est ça, un cahier de campagne : les pieds dans le réel et le stylo aussi !